



Cette fois-ci, notre vote peut être positif pour les enfants

Ce que nous voulons

Nous voulons que le financement destiné aux garderies grimpe à 5 milliards de dollars d'ici 2010 et nous voulons qu'un fonds d'investissement de 2 milliards de dollars crée 200 000 places dans des garderies communautaires sans but lucratif.

Nous voulons une loi sur la petite enfance et les garderies qui assurera un financement constant aux services de garde et obligera chaque gouvernement provincial et territorial à mettre en place un système public et transparent de garderies de grande qualité, ouvert, à coût abordable, universellement accessible et sans but lucratif.

Nous voulons des prestations accrues de congés de maternité et parentaux, qui incluent les parents travailleurs autonomes et étudiants, et qui remplacent 75 pour cent du revenu perdu. Nous voulons l'élimination de la pauvreté chez les enfants et nous voulons une distribution plus égale du revenu. Nous avons besoin d'un système fiscal progressiste, de transferts de revenus du gouvernement aux ménages, de meilleurs services publics et d'un système d'assurance-emploi amélioré.

Le gouvernement fédéral doit soutenir une stratégie pour les éducatrices en garderies qui vise l'amélioration de leurs salaires, de leurs conditions de travail et de leur formation afin d'assurer un système de garde d'enfants de grande qualité.

Le gouvernement fédéral doit fournir un soutien aux enfants en favorisant un salaire minimum suffisant, en augmentant la provision de logements à coût abordable et en soutenant des programmes locaux pour promouvoir une vie saine et active. Nous avons besoin d'une prestation fiscale pour enfants qui ne s'affaiblit pas avec le temps.

Les libéraux n'ont pas répondu aux besoins des enfants

Les libéraux ont tenté de se faire passer pour les défenseurs des enfants, mais ils ont failli à la tâche. Ils n'ont pas adopté de loi pour la mise en place d'un système de garderies de qualité, public, accessible et transparent pour les enfants. Des enfants souffrent parce qu'ils n'ont toujours pas accès à des programmes de garderies de qualité.

Des mesures provisoires ont été prises dans le cadre des ententes bilatérales, mais rien n'a été fait pour assurer un financement sûr, suffisant et à long terme, un financement direct de services de garde comptables, réglementés et sans but lucratif, un financement qui permettra d'éliminer les frais d'utilisation.

Rien dans le programme libéral sur les garderies ne permet de mettre sur pied un tel système. Le programme est un recul par rapport aux engagements qu'a déjà pris le gouvernement en matière de financement. Le danger des chaînes de garderies à but lucratif est très réel, et rien n'est entrepris pour favoriser et protéger les garderies sans but lucratif et publiques.

La plupart des services de garde au Canada sont toujours non réglementés et informels. Il n'y a de places en garderies réglementées que pour 15,5 pour cent des enfants au Canada; pourtant, 75 pour cent des mères de jeunes enfants ont un emploi et ont besoin de services de garde.

Le nombre d'enfants pauvres a augmenté de 20 pour cent depuis que le gouvernement libéral a promis d'éliminer la pauvreté chez les enfants. Aujourd'hui, plus de 1,2 million d'enfants canadiens vivent dans la pauvreté. Plus de la moitié des femmes mono-parentales sont pauvres et, conséquemment, leurs enfants le sont aussi. Rien n'a été fait pour remédier à cette déplorable situation. En fait, elle s'est aggravée avec les radicales compressions imposées aux programmes sociaux par Paul Martin lorsqu'il était ministre des Finances.

Les femmes et les mères sont pauvres parce qu'elles sont sous-employées et que leurs salaires sont trop bas. Les libéraux et les conservateurs fédéraux poursuivent un programme de privatisation. La privatisation élimine des emplois du secteur public mieux payés occupés par des femmes et oblige ces dernières à se contenter de postes privatisés, à faible salaire et non syndiqués. Ces mesures nuisent non seulement aux femmes, mais aussi aux enfants.

Les compressions et le délestage des responsabilités ont créé d'immenses pressions sur les budgets des gouvernements provinciaux et municipaux. À leur tour, ces gouvernements ont dû réduire le financement de l'éducation, de la santé publique et des loisirs. Le nombre d'enfants qui doivent avoir recours aux banques alimentaires a augmenté à 40,7 pour cent.

L'inactivité physique chez les enfants et chez les adolescents atteint des proportions épidémiques. Plus de la moitié des enfants et des adolescents ne sont pas suffisamment actifs pour assurer une croissance et un développement optimaux. L'inactivité physique et les mauvaises habitudes alimentaires sont devenues des problèmes de santé publique. Pourtant, les libéraux fédéraux n'ont rien fait pour trouver une solution.

Les enfants du Canada sont victimes des politiques fiscales, économiques et sociales des libéraux. Les immenses compressions imposées par Paul Martin étaient inutiles. Pendant qu'il était ministre des Finances, l'ensemble de l'économie s'est améliorée. Mais les enfants n'ont pas profité de cette croissance. Grâce à Paul Martin, les riches se sont enrichis pendant que la pauvreté augmentait, au détriment des enfants.

Les conservateurs feraient encore pire

Les conservateurs annihileraient le peu de progrès réalisé dans le dossier des garderies en transférant le financement directement aux parents. Donner aux parents 1 200 \$ par année pour des services de garde ne permettra pas d'édifier un système de garderies. Il ne s'agit pas de services de garde, mais bien de déductions fiscales, et un homme politique devrait pouvoir faire la différence.

Le projet de crédit d'impôt des conservateurs ne créera pas de places de qualité dans le système sans but lucratif. Au contraire, il est une invitation ouverte aux grandes chaînes de garderies. Ce type de mesure ne fera qu'affaiblir et fragmenter davantage le système de garderies.

La pauvreté chez les enfants n'est même pas mentionnée dans la déclaration politique du parti conservateur. Le leader conservateur Stephen Harper a déclaré qu'il s'opposait à ce que de « nouvelles sommes soient consacrées à l'aide sociale au nom de la 'pauvreté chez les enfants'. » À la Chambre des communes, M. Harper a dit que « notre position a toujours été de reconnaître la nécessité de réduire les transferts fédéraux et plus particulièrement ceux destinés à l'aide sociale. »

En 1994, il a félicité le Parti réformiste d'avoir poussé les libéraux plus à droite. Il a soutenu que beaucoup de développements « positifs » avaient résulté de cette poussée vers la droite. « L'universalité a radicalement diminué, a-t-il précisé. Le concept est pour ainsi dire mort dans la plupart des domaines de politique gouvernementale. Le programme d'allocations familiales a été éliminé et l'assurance-emploi a sérieusement rétréci. »

Ce que disent les néo-démocrates

Le NPD défend l'idée d'un programme national de garderies et d'éducation de la petite enfance ouvert à tous les enfants. Le parti s'est engagé à lutter pour l'adoption d'une loi qui assurera un financement soutenu et l'édification d'un système public sans but lucratif. Ce plan engloberait les soins pré et post-nataux, le développement de la petite enfance et les services de garde d'enfants. Il soutiendrait les parents tant à la maison que sur le marché du travail.

Le programme serait intégré, accessible, sans but lucratif et de grande qualité, et respecterait des normes nationales. Le NPD croit que les éducatrices en garderies méritent de meilleurs salaires.

Le NPD affirme qu'il est plus important d'éliminer la pauvreté chez les enfants que d'accorder des allègements fiscaux aux banques. Le leader néo-démocrate Jack Layton veut que la prestation fiscale pour enfants augmente. Il soutient que les familles à faible revenu qui reçoivent cette prestation ne devraient pas voir diminuer leurs prestations d'aide sociale.

Les néo-démocrates préconisent une stratégie nationale en matière de logement pour que chaque enfant puisse être correctement logé.

cc*sepb491